



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Russie et Biélorussie

Une publication du Service économique régional de Moscou
N°7 – 19 octobre 2026

Sommaire

Zoom : projet de budget 2027 de la Russie	3
Région	10
Prévisions du FMI dégradées pour la Russie, relevées pour la Biélorussie	10
Russie.....	10
Situation macroéconomique et financière.....	10
Prévisions : reprise de l'inflation pour les économistes sondés par la Banque centrale .	10
Activité : le régulateur améliore son indice du climat d'affaires	11
Marché de capitaux : recul de la capitalisation russe	11
Remaniements au sein du gouvernement : le « bloc financier » en prise de vitesse ?	12
Politiques sectorielles	12
Nouvelle révision à la baisse des perspectives d'exportation de blé	12
Situation toujours difficile dans le secteur houiller russe	14
Marché automobile russe en septembre.....	14
Prolongation de la durée de vie des SSJ-100 en service.....	15
Mise en place d'une nouvelle taxe « technologique »	15
Plusieurs centres de données de Yandex endommagés	16
Environnement des affaires	17
Placement sous gestion temporaire des actifs russes de la société Tarkett ainsi que d'autres sociétés étrangères	17

Check Point pourrait quitter le marché russe	18
La cryptobourse Bitget a inscrit la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie sur sa liste noire.....	18
Biélorussie.....	19
Situation macroéconomique et financière.....	19
Activité	19
Pouvoir d'achat.....	19
Politiques sectorielles	19
Ozon renforce sa logistique en Biélorussie	19
La Biélorussie prolonge le régime des importations parallèles jusqu'à fin 2028.....	20
Tableaux de synthèse	21
Graphiques	22

ZOOM : PROJET DE BUDGET 2027 DE LA RUSSIE

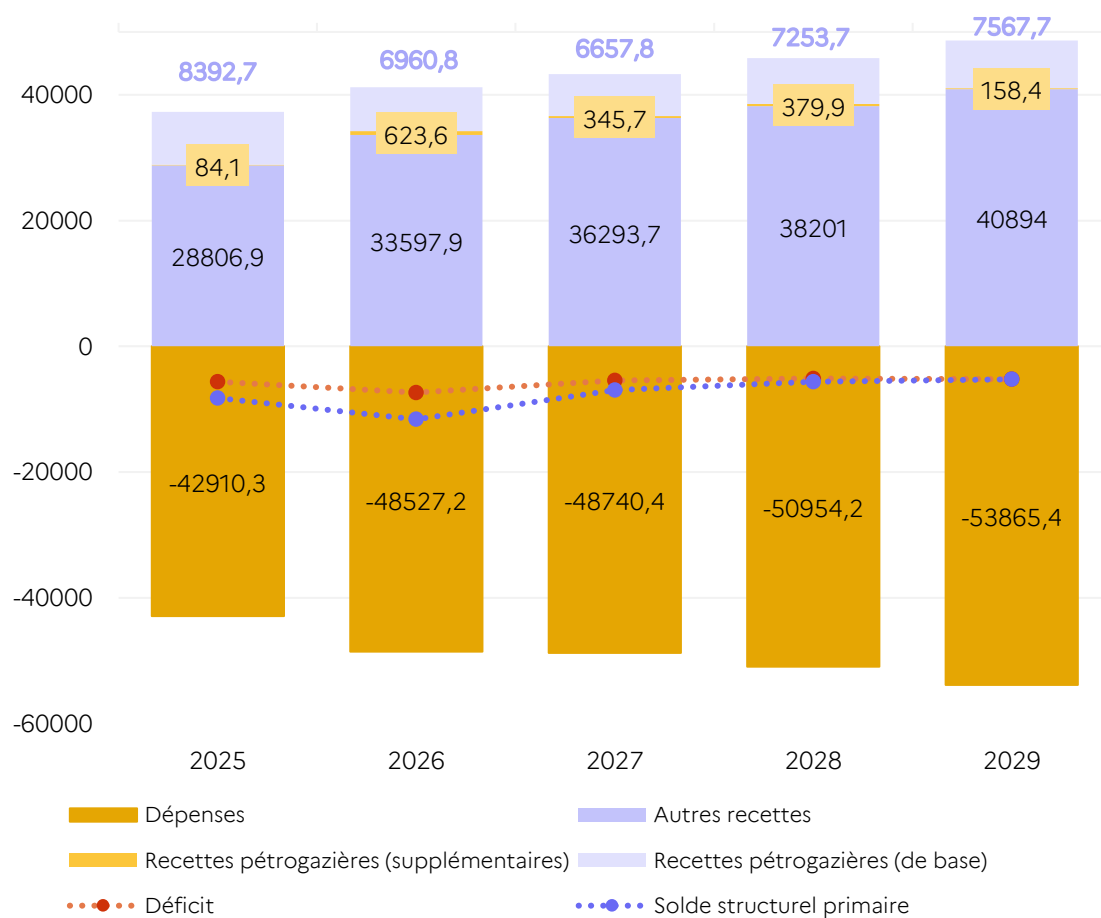
Le projet de budget 2027 soumis à la Douma prévoit un décuplement des ressources allouées à la défense et la sécurité (+41,5% en g.a.) en parallèle d'une « rationalisation » des dépenses sur les autres chapitres. Les dépenses sociales se maintiennent à haut niveau du fait du poids des indemnités accordées aux combattants et à leurs familles, charge croissante du système budgétaire (régions notamment). Par ailleurs, le gouvernement a fait en sorte de se libérer de la navette parlementaire et gère désormais manuellement les dépenses – lui permettant de s'astreindre des lois rectificatives, qui ont été absentes en 2026. Tout en conférant plus de flexibilité à la gestion budgétaire – en réponse à un environnement extérieur volatil – cette manœuvre atteste d'un manque de discipline avec des objectifs de consolidation une nouvelle fois non-tenus. Ainsi, le budget 2027 est cohérent avec l'objectif de poursuite de la guerre, mais s'inscrit dans un environnement macroéconomique moins favorable qu'avant 2025, ce qui contraint les autorités à poursuivre l'alourdissement de la fiscalité engagé depuis 2025 ; cette logique heurte la volonté d'ériger à terme la consommation en pilier de la croissance, traditionnellement découragée par les hausses d'impôts. L'économie civile en ressort davantage pénalisée, et financera au premier chef la priorité absolue de « l'opération spéciale » et le modèle social qui en a émergé.

I. Un pragmatisme de moyen terme, aux objectifs clairs

Le projet de budget 2027-2029 donne une priorité totale à la défense.

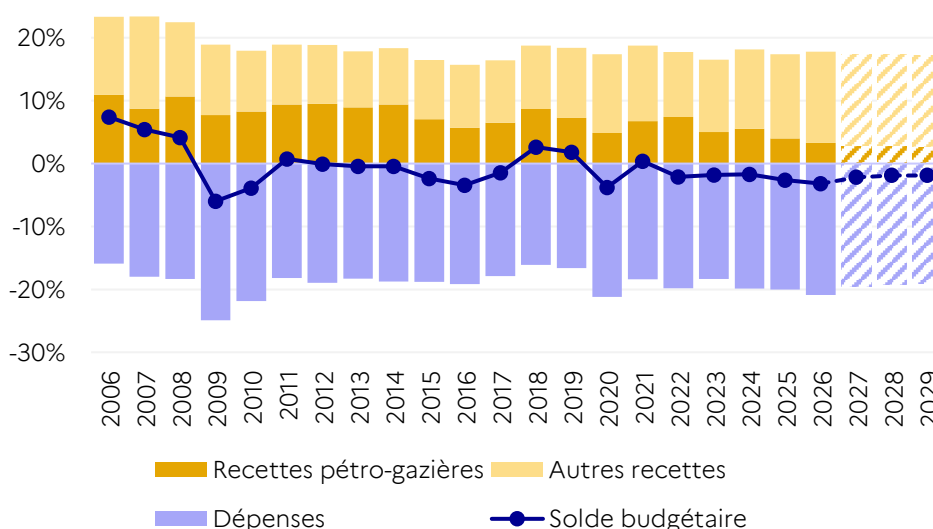
L'effort de guerre et son financement pérennisent un déficit d'env. 2% du PIB par an jusqu'en 2029 – alors que le ministère des Finances s'était fixé un objectif de 1,6% du PIB en 2026 puis une résorption progressive. L'ambition d'atteindre l'équilibre du solde structurel primaire dès 2026, reportée, illustre ces difficultés de discipline budgétaire : en 2026, il s'élève à -1,8% du PIB, -1,5% en 2027, -0,5% en 2028 pour hypothétiquement se résorber en 2029. Au total, l'impulsion budgétaire s'élève encore à 2 points de PIB en 2026, soit un niveau équivalent à 2025.

Figure 1. Evolution prévisionnelle du budget fédéral en 2026-2029, Md RUB



Sur le plan extérieur, la Russie planifie une décorrélation du budget aux recettes pétrogazières. Le prix moyen du pétrole russe Urals acte sa décote par rapport au Brent avec des prévisions sensiblement dégradées : outre l'année 2026 exceptionnelle à 61,2 USD le baril (contre 59 prévus initialement), le prix décroît en s'échelonnant de 53 à 51 USD le baril jusqu'en 2029, contre 61-65 USD précédemment. Ce constat pèse sur le cours du rouble, qui reste plus robuste qu'anticipé à 87,4 USD/RUB en 2027 (95,8 initialement), et retourne en 2028 aux niveaux formulés pour 2026 (92 USD/RUB). L'export pétrolier et gazier russe devrait baisser de 11,5% en g.a. à 194,1 Md USD en 2027, avec une valeur ajoutée décroissante dans les exportations totales de biens russes (45,8% en 2027, contre 50% en 2026). Par effet ricochet, à importations constantes, l'excédent courant se contracte par rapport aux anciennes prévisions (15,7 Md USD en 2027, contre 27,3 Md USD précédemment).

Figure 2. Evolution du solde budgétaire fédéral, % PIB



Alors que la consolidation budgétaire avait été érigée en priorité, les présents paramètres la relèguent au second plan – sans pour autant l’abandonner. Ce budget réitère le besoin de s’émanciper de la rente des hydrocarbures, structurellement en déclin (30 à 45% des recettes totales avant-guerre, contre 18,4% prévus en 2026, 16,2% en 2027). Les hypothèses jusqu’à présent optimistes changent à compter de 2026 : le scénario de base anticipe une croissance à +0,6% en g.a. en 2026 (contre +1% en 2025), qui se rétablit plus lentement que provisionné, avec +1,4% en 2027 (contre +2,8% initialement), +1,9% en 2028 et +2,4% en 2029. Ce refroidissement est défini comme la fin logique d’un cycle budgétaire expansionniste, mais suppose une inertie du cadre monétaire strict (taux directeur moyen prévu à 14,5-14,6% annuels sur 2026, relevé par rapport à février). S’y ajoute la reprise inflationniste de l’été 2026, occasionnée par les frappes ukrainiennes qui, sur fond de relèvements fiscaux et tarifs réglementés, vient dégrader la prévision d’inflation annuelle fin 2026 (6-7% en g.a., contre 4,5-5,5% précédemment). La croissance des salaires réels décélère également (+4% en 2026 après +5,2% en 2025, et +1,8% en 2027) comme les revenus réels disponibles (+1% en 2026 après +7,4% en 2025, et 1,4% en 2027). La question de l’emploi reste centrale, avec un maintien du taux de chômage à son minimum historique (2,3% jusqu’en 2029), non-compensé puisque l’investissement en capital fixe recule de 5,4% en g.a. en 2026, et stagne à +0,2% en 2027.

II. Un budget en recherche de consolidation par les revenus fiscaux

Le projet de budget 2027 mobilise une nouvelle fois la fiscalité pour augmenter ses recettes à des fins de consolidation. Les recettes fédérales sont relevées à env. 424,5 Md EUR en 2027, en progression de 5,14% en g.a. (17,4% du PIB) et soulignent une pression dans la collecte fiscale. Pour accroître ses recettes, le gouvernement recourt aux revenus fiscaux moins exposés à la conjoncture. Les recettes non-issues des hydrocarbures devraient progresser de 8% en g.a. en 2027 à env. 355,8 Md EUR, (83,8% des recettes totales).

Pour ce faire, la batterie d'impôts déjà appliquée depuis 2025 est amplifiée en 2026, au premier chef la TVA (46,2% du total perçu en 2027), l'impôt sur le revenu (4,5% du total), l'impôt sur les sociétés (10,4% du total), la taxe de recyclage (4,1% du total). En 2027, ces mesures sont assorties d'autres leviers : intégration des revenus passifs dans l'impôt sur le revenu global ; imposition du bénéfice des fonds communs de placement à 15%, taxe sur les superprofits réalisés grâce aux cours mondiaux, TVA de 22% sur les biens vendus en ligne, prélèvement forfaitaire relevé à 35% sur les dividendes versés à des actionnaires de pays « inamicaux ». Le gouvernement pourrait chercher à la fois à élargir l'assiette fiscale, et relativiser l'attrait du placement en le soumettant à l'impôt pour inciter à investir dans l'économie.

L'Etat russe n'augmente pas le niveau global de dépenses (+0,4% en g.a. en nominal, soit un recul en réel) mais procède à une réallocation sectorielle clé au profit du bloc sécuritaire. Rapportées au PIB, ces dépenses se stabilisent à 19,6% du PIB en 2027, pour décliner à 19,1% en 2029 – après la tension maximale de 2026 (20,9% du PIB). L'intention de financer la défense au détriment des autres postes est claire. Celle-ci absorbe 35,2% des dépenses totales de 2027 (+41,5% en g.a. soit 6,9% du PIB, 168,1 Md EUR). C'est une progression de 26,4% par rapport au plan initial, démontrant un revirement en cours d'année 2026 : ce surplus dégagé peut coïncider avec le besoin de financement militaire additionnel de 20 à 30 Md EUR rapporté au printemps 2026. Couplées aux dotations de « sécurité nationale », les structures de force obtiennent de fait 43,9% des crédits budgétaires totaux (+10,2 p.p.), soit 8,6% du PIB (+1,7 p.p.). La part des dépenses secrètes explose : 34,9% du total en 2027, en hausse de 6,1 p.p., soit le maximum depuis 12 ans, concernant pour l'essentiel la défense et la politique sociale – en interaction avec la première. Les projets nationaux sont inégalement dotés, la priorité étant donnée à la natalité, les infrastructures, la

jeunesse (et une progression des crédits alloués au programme spatial et la « bioéconomie »).

Figure 3. Ventilation des dépenses fédérales en 2027 par secteur

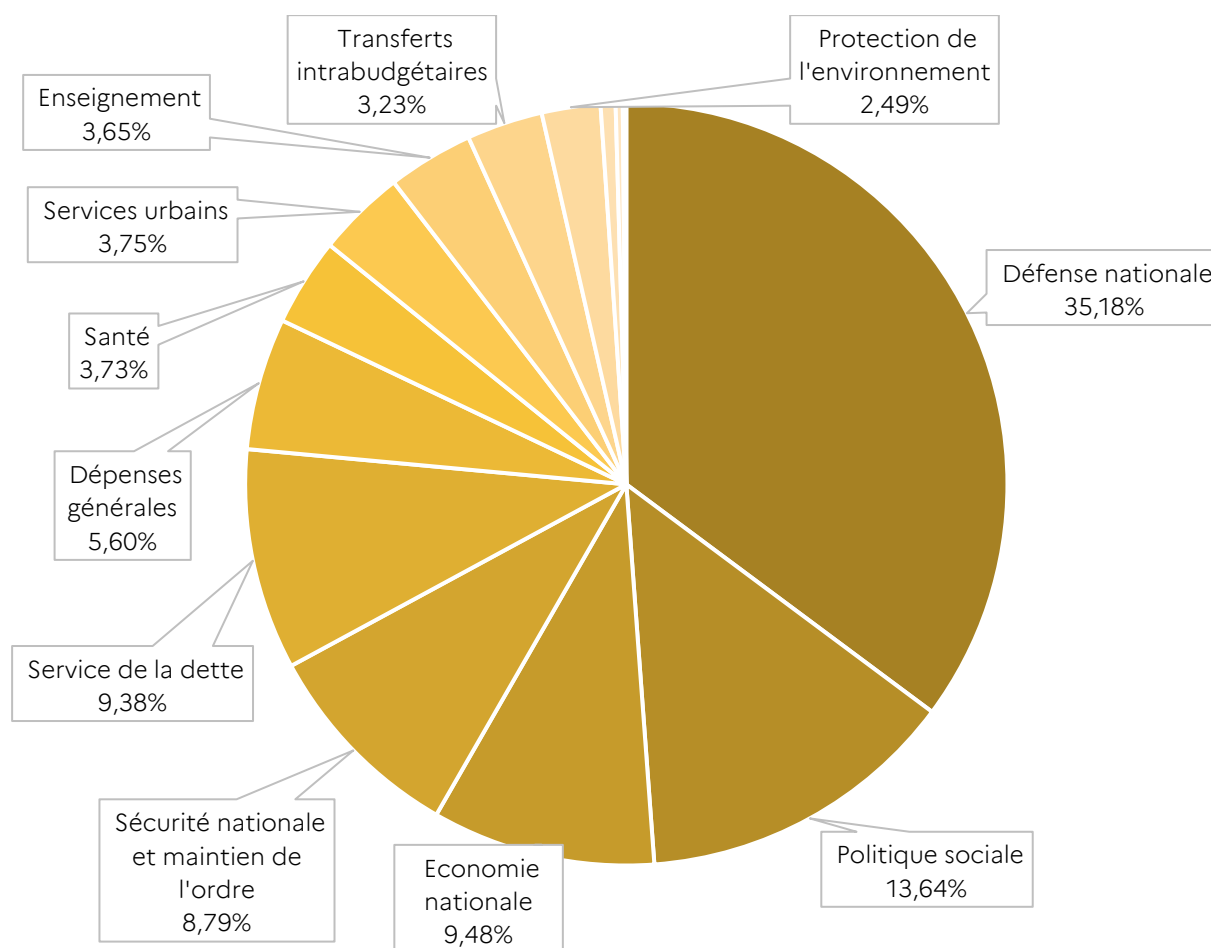
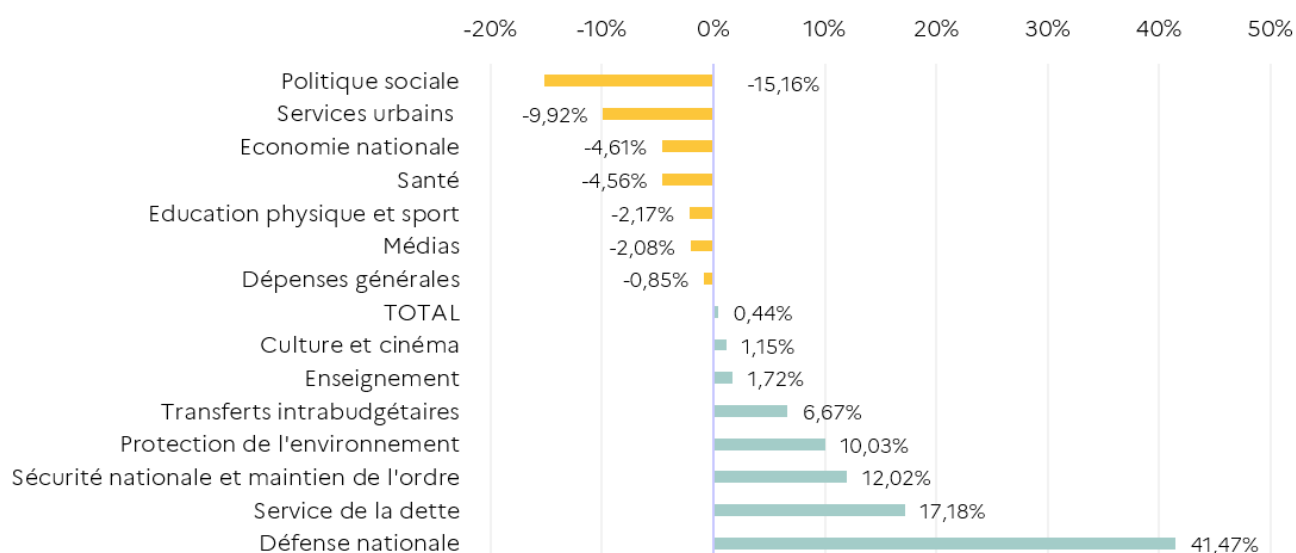


Figure 4. Croissance nominale des dépenses en g.a.



III. Le financement du déficit, un sujet fondamental depuis 2025

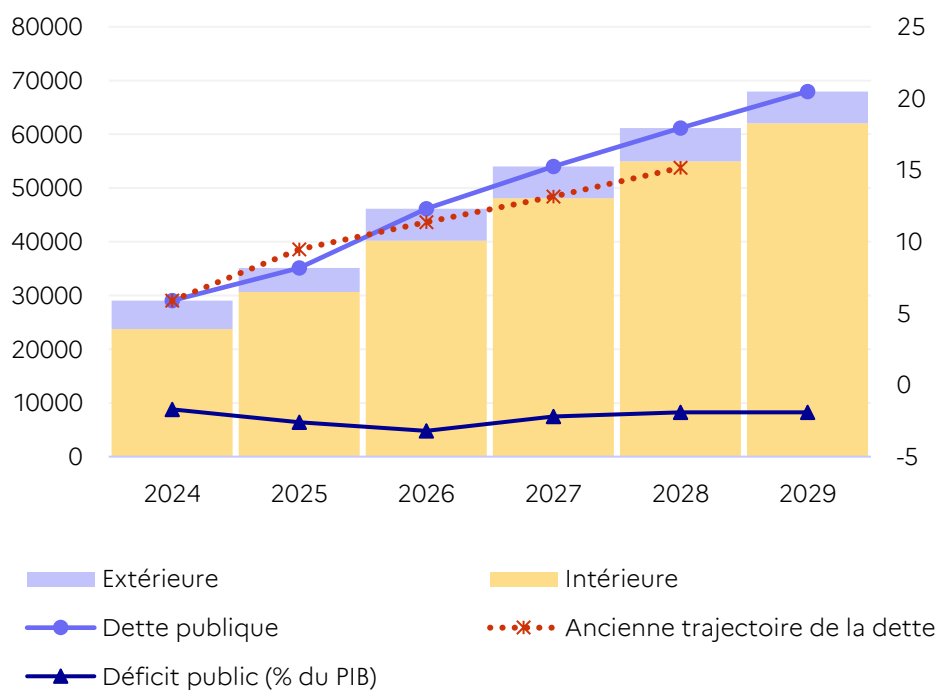
Comme l'année dernière et les années qui ont précédé, le budget 2027 fait la promesse d'être soutenable dans la couverture de ses besoins financiers. Malgré l'envolée de la trajectoire de dépense en 2026, le fait de ramener la règle budgétaire à sa rigueur initiale (40 USD/baril en 2017, 50 USD pour 2027, contre 58 USD précédemment) peut témoigner d'une volonté de consolidation. Pour autant, après un déficit estimé en 2026 à 3,2% du PIB et conservé durablement à 2%, et le relèvement du plafond d'endettement courant 2026, les doutes sont permis. Il faut par ailleurs tenir compte du déficit consolidé des régions, qui a quintuplé en 2025 (1 538,5 Md RUB, 16,3 Md EUR) et se maintient en 2026 (1 322,5 Md RUB, 14,3 Md EUR).

Pour résoudre l'équation dans un contexte d'isolement financier mondial, le ministère des Finances n'a pas mille et une options. Le déficit atteint 79,5 Md EUR en 2026, soit le double de ce qui était prévu par la précédente loi de finances. L'Etat russe relève donc le plafond d'endettement souverain de « seulement » 11,2 Md EUR. C'est surtout une ligne de financement relativement opaque, libellée « autres sources », qui est débloquée à hauteur de 30,9 Md EUR en 2026 – ce qui pourrait notamment concerner des recettes issues de confiscation d'actifs.

En 2027, le déficit est estimé à 53,4 Md EUR, supérieur de 70,9% à ce qui était envisagé (2,2% du PIB). Le gouvernement reprend une stratégie d'endettement obligataire afin d'épargner le fonds souverain. L'enjeu de la capacité d'absorption du marché domestique de la dette souveraine russe n'a néanmoins pas disparu. Au total, l'encours de dette publique reste soutenable, de surcroît pour une économie en guerre ; mais sa progression est plus rapide qu'anticipé. En 2026, la dette représente 19,9% du PIB (contre 18,6% attendus), et atteint déjà l'objectif initialement projeté pour 2029. D'après le projet de budget 2027, ce stock de dette reste faible mais croît plus rapidement : 21,7% du PIB en 2027 (+17% en g.a.), 23,2% en 2028, 24,1% en 2029. La dette intérieure capte ainsi 87,1% de l'encours total en 2026, jusqu'à dépasser les 90% en 2029. Le fonds souverain sort « gagnant » de cette nouvelle stratégie de financement du déficit : certes, il a été davantage ponctionné en 2026 que ce que prévoyait le précédent PLF, mais les externalités des chocs géopolitiques l'ont abondé malgré une règle budgétaire défavorable. La réécriture de cette dernière, avec un prix-pivot de 50 USD/baril, permet par ailleurs de dégager des revenus pétrogaziers supplémentaires en 2027. Ces décisions réapprovisionnent le Fonds qui remonte à 5,5% du PIB en 2028 après

5,3% en 2027, et se stabilise à 5,4% en 2029, niveau malgré tout inférieur à celui d'avant-guerre.

Figure 5. Evolution prévisionnelle de la dette publique, Md RUB, % PIB



REGION

Prévisions du FMI dégradées pour la Russie, relevées pour la Biélorussie

Le FMI a publié ses estimations et prévisions d'activité mondiales en 2026-2027. Par rapport à avril 2026, les prévisions ont été dégradées pour la Russie (+0,9% en g.a. en 2026, contre +1,1% précédemment) et elles ont été révisées à la hausse, à l'instar de la Banque mondiale, pour la Biélorussie (+1,9% en g.a. contre 1,2% précédemment). Ces prévisions pourraient avoir été améliorées suite à la croissance biélorusse sur janvier-septembre 2026, soutenue par une consommation interne dynamique elle-même tirée par des revenus réels en hausse (cf. infra). Cette tendance ressort aussi pour les prévisions 2027.

Tableau 1. Prévisions de croissance réelle du PIB, % en g.a.

	2026		2027	
	Avril 26	Oct. 26	Avril 26	Oct. 26
Russie	1,1	0,9	1,1	0,9
Biélorussie	1,2	1,9	1	1,2

Source : World Economy Outlook – October 2026.

RUSSIE

SITUATION MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE

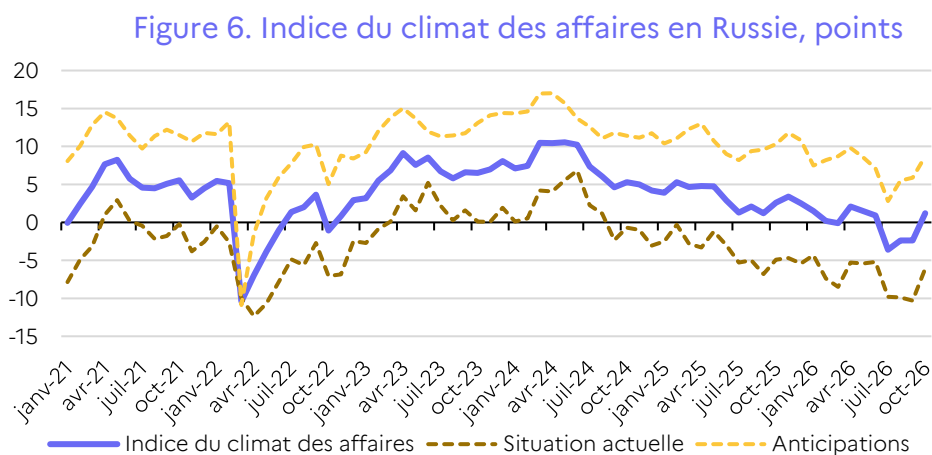
Prévisions : reprise de l'inflation pour les économistes sondés par la Banque centrale

Le consensus des économistes sondés par la Banque de Russie en octobre 2026 a relevé sa prévision de croissance à 0,6% pour l'année 2026 (0,5% dans la prévision de septembre), l'a maintenue à 1,2% en 2027 et a dégradé celle de 2028 à 1,6% (1,7% précédemment). Changement plus significatif : les prévisions **d'inflation sont toutes relevées, avec en fin d'année une inflation annuelle à 7,1% en 2026**

(contre 6,6% précédemment), à 5% en 2027 (contre 4,6%) et à 4,2% en 2028 (4%, soit l'atteinte de la cible).

Activité : le régulateur améliore son indice du climat d'affaires

La Banque de Russie a actualisé son indice du climat des affaires, qui s'élève à 1,2 en octobre 2026 (contre -2,4 en septembre) soit une amélioration sensible. Cette progression est tirée par une meilleure perception de la situation actuelle (-6,1, contre -10,3 précédemment) et des anticipations à 3 mois plus optimistes (8,7, contre 5,9 précédemment). Un indice positif correspond à une prévalence de réponses optimistes, tandis que son pendant négatif atteste d'une dégradation des conditions générales.



Source : Banque de Russie.

Marché de capitaux : recul de la capitalisation russe

A l'occasion du forum de l'association d'affaires « Delovaya Rossiya », le président V. Poutine s'est exprimé sur plusieurs sujets financiers, dont le marché de capitaux russe. Son discours a laissé transparaître les difficultés liées à la capacité de mobilisation d'une épargne « longue » en Russie (placements de long terme de type plan épargne retraite). L'attachement politique du président à protéger l'épargne des ménages peut expliquer la frilosité des autorités à résoudre cette problématique. La mobilisation de financements privés et la montée en puissance de la capitalisation boursière russe sont pourtant des prérequis pour lancer le « nouveau cycle d'investissements » qu'évoque régulièrement le gouvernement, le tout sur fond d'investissement public amené à refluer en 2026 et 2027. Pour rappel,

la présidence avait instruit d'atteindre une capitalisation du marché russe valant **66% du PIB d'ici 2030 ; dans les faits, au 1^{er} semestre 2025, elle s'élevait à 26,6% du PIB, et aurait même reculé fin août 2026 – à 19,5% du PIB.** L'instabilité et l'imprévisibilité de l'environnement des affaires pourrait jouer un rôle dans ce recul. Par ailleurs, le nouveau projet de budget 2027 réduit les crédits alloués au projet de développement du marché de capitaux (-45,7% entre 2026 et 2027), la plupart de ces moyens (99,7%) étant en outre fléchée l'indemnisation des banques commerciales vis-à-vis des « congés de crédit » accordés aux participants à la guerre en Ukraine. Dans ce contexte, les autorités entendent s'appuyer sur des IPO régionales en 2027.

Remaniements au sein du gouvernement : le « bloc financier » en prise de vitesse ?

Le Premier ministre M. Michoustine a proposé à la Douma la candidature de l'actuelle première vice-ministre des Finances I. Okladnikova au poste de vice-Première ministre et directrice de l'administration du gouvernement (en remplacement de D. Grigorenko). I. Okladnikova gère actuellement le portefeuille de la politique budgétaire et d'investissement public au ministère des Finances. Par ailleurs, **l'actuel ministre des Finances A. Siluanov serait promu vice-Premier ministre en plus de son portefeuille sectoriel** : il s'agit d'une création de poste.

POLITIQUES SECTORIELLES

AGRICULTURE

Nouvelle révision à la baisse des perspectives d'exportation de blé

Le rapport d'octobre du Département d'Etat américain pour l'Agriculture (USDA) sur l'offre et la demande agricoles mondiales ramène les exportations russes de blé 2026/27 à **40,0 Mt.** Il s'agit du plus bas niveau atteint en cinq ans, la dernière contre-performance

ayant été atteinte en 2021/22, attribuée à la logistique en mer Noire, (7 Mt au total).

Le budget russe anticipe lui aussi cette baisse, tandis que le discours officiel assure que la Russie honorera tous ses engagements. Le projet de loi de finances 2027 retient ainsi 36,9 Mt d'exports de blé et divise par 2,5 les recettes de droits à l'exportation, de 152,4 à 60,3 Md RUB, pour l'année entière, alors que la suspension du droit s'arrête au 31 décembre 2026. Le dernier chiffre de ces exportations remonte à janvier, 55 Mt toutes céréales incluses, et n'a pas été repris depuis.

Les estimations des instituts d'analyses de conjonctures spécialisés russes encadrent celle de l'USDA : 42,0 Mt pour IKAR au 12 octobre, 36,7 Mt pour SovEcon. L'USDA ne décrit pas pour autant une pénurie mondiale : la production de blé recule de 844,1 à 822,4 Mt, et les stocks de report, soit ce qui restera en magasin à la fin de la campagne, de 281,6 à 276,0 Mt, soit 2% dans les deux cas. Il s'agit davantage d'une contraction du commerce mondial : 209,0 Mt attendues contre 226,9 la campagne dernière, les perturbations en mer Noire expliquant plus de la moitié du recul, 8,0 Mt pour la Russie et 1,6 pour l'Ukraine.

À ce niveau pourtant, la Russie resterait le premier exportateur mondial de blé, neuf millions de tonnes devant l'Union européenne et le Canada, à 31,0 et 30,5 Mt respectivement.

La Baltique concentre désormais l'export, proche de son plafond, pour un cinquième du débit de 2025

Le débit d'exportation céréalière russe est divisé par plus de cinq : 436 kt sur les dix premiers jours d'octobre, contre 2,3 Mt sur les dix mêmes jours de 2025. Ce qui reste passe par la Baltique, avec 419 kt pour les ports d'Oust-Louga, Vysotsk et Saint-Pétersbourg, contre 28 kt pour les trois autres ports recensés. La montée en charge s'affirme donc avec 36 kt en septembre 2025, 913 kt en septembre 2026, 1 260 kt par mois en rythme d'octobre.

Le bassin Azov–mer Noire reste bloqué. Les ports peu profonds de la mer d'Azov, Azov et Eïsk, n'ont rien chargé en août. Des trois ports en eau profonde de la mer Noire, Taman est à l'arrêt, et Novorossisk, frappé le 12 août, et Touapsé n'ont expédié que 178 et 103 kt en septembre, contre 2,4 Mt pour le seul Novorossiisk un an plus tôt. Le bassin chargeait 6 à 6,5 Mt par mois en pointe.

La progression baltique est annulée par le recul caspien, puisque la Caspienne est déjà retombée de 344 kt en septembre à 70 kt en rythme d'octobre, et elle ferme à la navigation fin novembre. Les voies

alternatives stagnent donc autour de 1,3 Mt par mois, et ne pourraient remplacer qu'un quart de la capacité perdue au sud selon la Rosselkhozbank. S'y ajoute une contrainte ferroviaire, avec une rotation des wagons vers le Nord-Ouest doublée ou triplée et des loyers doublés, auxquels l'État répond par une priorité de circulation et 9,7 Md RUB de subvention. Du reste, les autres voies restent étroites puisque le Kazakhstan a suspendu ses importations de blé pour six mois le 27 juillet, et la Chine reste bridée par des problématiques sanitaires, le blé d'hiver n'y ayant pas accès.

ÉNERGIE

Situation toujours difficile dans le secteur houiller russe

Le ministère russe de l'Énergie estime que **70 % des charbonniers seraient déficitaires en 2026, pour une perte cumulée du secteur comprise entre 300 et 310 Md RUB**, tandis que leur dette fournisseurs atteint 1 600-1 800 Md RUB. La production devrait reculer à 430 Mt en 2026, contre 434 Mt en 2025, après une baisse de 1,7 % sur les huit premiers mois de l'année. Les exportations restent néanmoins un débouché essentiel : sur les neuf premiers mois, les expéditions maritimes ont augmenté de 7,3 %, à 135,9 Mt, malgré un recul de 17,4 % en septembre, lié notamment à la faiblesse de la demande asiatique et aux difficultés logistiques. La Chine demeure le premier marché, représentant 34 % des exportations maritimes, tandis que les autorités souhaitent poursuivre la réorientation des flux vers d'autres pays de l'Est. Face aux difficultés du secteur, 81 entreprises bénéficient actuellement de mesures de soutien public, le ministère espérant ramener les pertes de la filière à environ 100 Md RUB en 2027 sous réserve d'une amélioration des prix et des possibilités d'exportation.

TRANSPORT

Marché automobile russe en septembre

Les ventes de voitures particulières neuves en Russie ont atteint 122 771 unités en septembre, soit une hausse limitée à 0,1 % sur un an, selon les données d'Avtostat. Sur les neuf premiers mois de 2026, le

marché progresse néanmoins de 8 %, à 967 770 véhicules. AvtoVAZ reste largement en tête avec 30 282 voitures vendues en septembre (+15 % sur un an), devant Haval avec 14 252 unités (-15 %) et Tenet avec 13 437 unités, tandis que Geely recule de près d'un tiers. Les concessionnaires décrivent toutefois une demande toujours stagnante, freinée notamment par les difficultés d'accès au crédit automobile. Pour l'ensemble de 2026, Avtostat table sur un marché compris entre 1,3 et 1,35 million de véhicules, soit un niveau globalement proche de celui de 2025.

Prolongation de la durée de vie des SSJ-100 en service

L'Agence fédérale russe du transport aérien (Rosaviatsia) a autorisé l'extension de la durée d'exploitation des SSJ-100 équipés de moteurs franco-russes SaM146 et produits avant 2022 jusqu'à 20 ans. La limite d'exploitation passe de 15 à 20 ans, tandis que le nombre maximal de vols est porté de 15 000 à 20 000 et le nombre d'heures de vol de 25 000 à 40 000. Selon Rosaviatsia, cette décision repose sur des calculs, des essais de fatigue des structures et le retour d'expérience de la flotte en service. 154 avions SSJ-100 sont actuellement exploités en Russie, principalement par les compagnies Rossiya, Azimut et Red Wings. Cette extension permettra de prolonger l'utilisation de la flotte existante dans l'attente de la montée en cadence du Superjet remotorisé avec le moteur russe PD-8, dont les premières livraisons en série sont attendues avant la fin de l'année.

INDUSTRIE

Mise en place d'une nouvelle taxe « technologique »

Le ministère russe de l'Industrie et du commerce a fixé les premiers barèmes de la nouvelle taxe technologique applicable à partir du 1er décembre 2026 aux fabricants et importateurs d'équipements électroniques. Le prélèvement sera de 250 RUB par smartphone et de 500 RUB par ordinateur portable lorsque la marque et le modèle sont enregistrés dans le système public russe de marquage et de suivi des marchandises. En l'absence de ces informations, il atteindra respectivement 496 RUB et 992 RUB. Les recettes seront affectées aux programmes de soutien à l'industrie électronique et radioélectronique russe, le dispositif devant ensuite être étendu

progressivement aux composants et modules. Le ministère estime les charges supplémentaires liées à cette taxe à environ 136 Md RUB sur six ans, tandis que le ministère des Finances anticipe 218 Md RUB de recettes budgétaires sur 2026-2028. Les professionnels du secteur demandent toutefois un assouplissement du mécanisme, estimant que les délais d'enregistrement des nouveaux produits pourraient entraîner l'application temporaire des taux majorés et provoquer une hausse des prix de détail pouvant atteindre 9 % pour certaines catégories.

NUMERIQUE

Plusieurs centres de données de Yandex endommagés

Yandex, surnommée le « Google russe » est une entreprise technologique qui propose une vaste gamme de produits et services numériques (moteur de recherche, mail, IA, cloud, achats en ligne et livraisons, ...). Les centres de données de Sasovo, dans la région de Riazan (qui héberge deux des trois supercalculateurs du groupe), de Kalouga et de Vladimir ont successivement été touchés par des frappes aériennes entre les 8 et 11 octobre 2026.

Ces incidents ont provoqué des perturbations sur une large partie des services du groupe. Yandex Go, Yandex Food, Yandex Pay, Yandex Music, Kinopoisk, Yandex Mail, Maps, Search, Alice AI ainsi que les services de maison connectée ont connu des interruptions ou un fonctionnement très dégradé. La restauration des services les plus utilisés s'est faite progressivement à partir du 14 octobre, mais certains d'entre eux restent encore limités.

Pour maintenir la continuité de ses activités, Yandex s'est appuyé sur une infrastructure géographiquement distribuée et sur des capacités de réserve. Le ministère russe du Numérique a indiqué le 14 octobre que les principaux systèmes de l'entreprise avaient été rapidement transférés vers des sites de secours et que des capacités supplémentaires avaient été identifiées. Yandex a également conclu des accords avec Selectel, K2Cloud et VK Cloud afin d'accélérer le transfert de l'infrastructure et des données de certains clients affectés vers des plateformes tierces. Ces mesures ont permis de maintenir le fonctionnement des principaux services, même si leur rétablissement complet s'est étalé sur plusieurs jours. Le ministre du Numérique Maksout Chadaïev prévoit d'étudier d'ici à la fin de 2026 de nouvelles

mesures de soutien au développement des centres de données dans les régions, notamment en accompagnant le groupe via des prêts préférentiels. L'objectif est de favoriser une répartition géographique plus équilibrée des capacités, lesquelles sont aujourd'hui concentrées dans la région de Moscou.

À ce stade, les conséquences financières directes restent difficiles à évaluer. Un effet significatif sur le chiffre d'affaires du groupe reste peu probable à court terme, compte tenu de la diversification de son infrastructure et du maintien d'une grande partie des services. Le principal risque identifié concerne plutôt une hausse future des dépenses d'investissement liées à la diversification géographique des infrastructures et au renforcement de la protection des centres. Des interruptions répétées pourraient également peser sur le développement de Yandex Cloud et sur la confiance de certains clients professionnels. Pour les entreprises utilisatrices, les données perdus et les dégâts causés par l'interruption des activités est encore difficiles à chiffrer.

Les marchés financiers ont réagi rapidement à la dégradation de la situation. Après les premiers incidents des 8 et 9 octobre, l'action Yandex a reculé de 7,7 %, tandis que le volume quotidien des transactions a atteint, le 9 octobre, son plus haut niveau depuis juillet 2024. Cette réaction intervient alors que les résultats opérationnels du groupe restaient solides avant les événements : au premier semestre 2026, le chiffre d'affaires avait progressé de 19 % sur un an, à 759 Md RUB, l'EBITDA ajusté de 41 %, à 162,2 Md RUB, et le bénéfice net avait atteint 93,4 Md RUB. Yandex maintenait alors une prévision de croissance annuelle de son chiffre d'affaires d'environ 20 % en 2026 et un EBITDA ajusté de l'ordre de 350 Md RUB.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Placement sous gestion temporaire des actifs russes de la société Tarkett ainsi que d'autres sociétés étrangères

Selon le décret n° [738](#) signé le 15 octobre, les actifs russes de Tarkett et de 4 autres sociétés étrangères ont été placés sous gestion provisoire. Le président a cédé les parts du fabricant français de revêtements de sol Tarkett, de Tarkett Rus ainsi que 100 % des parts de Tarkett Sommer (marque du groupe) à la société Centre Capital. Par le même décret, Centre Capital s'est vu confier les actifs de 4

autres entreprises : Kappa Rus, Ontex RU, Eviosys Packaging Kuban et Menshen Packaging CIS. Ces sociétés produisent du carton ondulé, des emballages en papier, en métal et en plastique, ainsi que des produits d'hygiène personnelle, et étaient auparavant liées à des groupes européens.

Le nouveau gestionnaire, **Centre Capital**, aurait été enregistré à Moscou le 3 février 2026, et affiche pour activité principale la gestion d'entreprises. Marat Mirkhaidarov est indiqué comme directeur général et bénéficiaire effectif de la structure, qui possède un capital social de 10 000 roubles (env. 110 euros).

Check Point pourrait quitter le marché russe

La société israélienne Check Point, active dans le domaine de la sécurité informatique, pourrait se retirer du marché russe. Check Point est la seule entreprise étrangère présente en Russie et spécialisée dans la sécurité de l'information, mais son certificat d'activité expire en 2027. La société n'a pas l'intention de le renouveler auprès du Service fédéral de contrôle technique et des exportations (FSTEK). Check Point dispose également en Russie de sa propre entité juridique russe (RusPoint), mais celle-ci ne dispose pas de licences délivrées par le FSTEK.

La cryptobourse Bitget a inscrit la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie sur sa liste noire

Bitget n'a pas détaillé les raisons pour lesquelles la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie ont été ajoutés à sa liste de juridictions prohibées. Les résidents de ces pays n'ont désormais plus le droit d'utiliser la plateforme dès le 18 octobre en formulant de nouvelles transactions. Ils devront retirer leurs actifs avant le 21 octobre, date à partir de laquelle l'accès à leurs comptes sera restreint. Bitget a été l'une des plateformes d'échange de cryptomonnaies les plus en vue auprès des Russes après le retrait du marché des grandes plateformes occidentales ; la multiplication de plateformes de ce type devrait toutefois fournir une alternative aux clients russes.

BIELORUSSIE

SITUATION MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE

Activité

Le PIB de la Biélorussie a progressé de 2% en g.a. en janvier-septembre 2026. Sur cette même période, la production industrielle a augmenté de 0,5% en g.a. tandis que les ventes de détail ont progressé de 8,7% en g.a.

Pouvoir d'achat

Les revenus réels disponibles des ménages ont progressé de 8,2% en g.a. en janvier-août 2026.

POLITIQUES SECTORIELLES

INDUSTRIE

Ozon renforce sa logistique en Biélorussie

La plateforme de vente en ligne russe Ozon renforce son infrastructure logistique en Biélorussie en y implantant un centre logistique d'une superficie de 26 000 m² dans le district d'Orcha. Un deuxième site d'une superficie de 4 000 m² a ouvert ses portes au sein d'un complexe industriel et logistique à Minsk. Ces nouveaux sites lui ont ainsi permis à Ozon de presque doubler ses capacités logistiques dans le pays, qui atteignent désormais 65 000 m².

La Biélorussie prolonge le régime des importations parallèles jusqu'en fin 2028

Le ministère du Commerce et de la lutte anti-monopole de Biélorussie a prolongé de deux ans (jusqu'en décembre 2028) la durée de validité de la liste des produits éligibles aux importations parallèles, selon un [décret](#) du 16 octobre. Le décret entre en vigueur le 1er janvier 2027. Les importations parallèles vers la Biélorussie ont été instaurées par décret ministériel le 3 juin 2023, pratique également adoptée et réglementée en Russie.

TABLEAUX DE SYNTHÈSE

CROISSANCE ET PRÉVISIONS	Variation du PIB, g.a.					Prévisions FMI, g.a.		PIB nominal		Population, M hab.
	2023	2024	2025	S1 26	9M 26	2026	2027	Md USD	Par hab., USD	2025
	2025									
Russie	4,1%	4,9%	1,0%	0,6%		1,1%	1,1%	2 588	17 972	146,1*
Biélorussie	4,1%	4%	1,3%	1,5%	2%	1,2%	1%	92,8	10 209	9,1

*Comprend la population des régions de Crimée et de Sébastopol, dont la France ne reconnaît pas l'annexion par la Russie.

ACTIVITÉ	Production industrielle, g.a.			Ventes de détail, g.a.			Chômage		
	2025	S1 2026	9M 2026	2025	S1 2026	9M 2026	2025	T1 2026	T2 2026
Russie	1,3%	0,4%		2,6%	5,4%		2,2%	2,2%	2,2%
Biélorussie	1,8%	-0,7%	0,5%	6,6%	7,6%	8,7%		2,3%	2,1%

POLITIQUE MONÉTAIRE	Inflation annuelle						Cible d'inflation	Taux directeur	
	Avr-26	Mai-26	Juin-26	Juil-26	Août-26	Sept-26		Actuel	Depuis
Russie	5,6%	5,3%	6%	5,98%	6,33%	6,35%	4%	14%	Juil-26
Biélorussie	5,4%	4,8%	4,3%	4,4%	4,5%	4,6%	6%	9,25%	Juin-26

ENDETTEMENT ET RÉSERVES	Dettes publiques (% PIB)			Dettes extérieures (% PIB)			Réserves de change Md USD/Mois d'importation		
	01/01/26	01/04/26	01/07/26	01/01/26	01/04/26	01/07/26	01/04/26	01/07/26	01/10/26
Russie	16,1%	16,4%	17,1%	12,6%	11,6%	11,8%	767,5*	721,7*	
Biélorussie					37,5%	35%		14,2/3,3	14,6/3,1

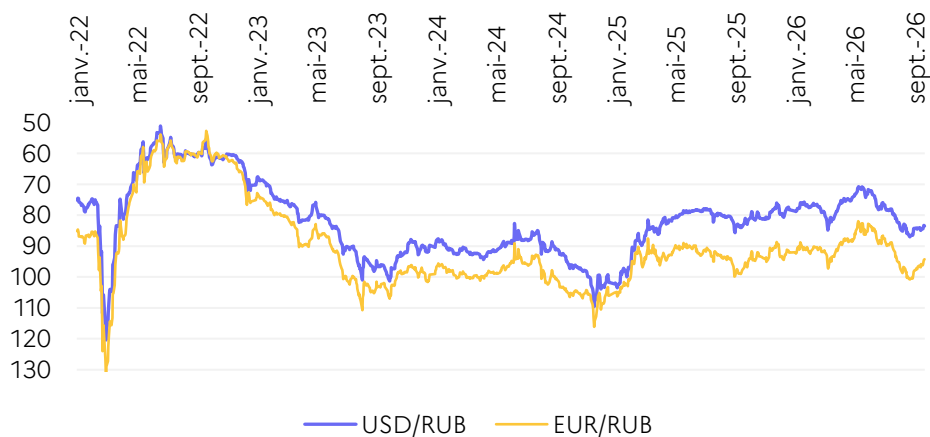
*Dont avoirs en devises gelés depuis février 2022 dans le cadre des mesures restrictives adoptées contre la Russie

FINANCES	Solde courant, % PIB*					Solde budgétaire, % PIB*			
	2024	2025	T1 2026	S1 2026	Md USD**	2024	2025	S1 2026	9M 2026
Russie	2,5%	2%	1,8%	2,6%	34,1	-1,7%	2,6%	-2,5%	-2,2%
Biélorussie	-2,6%			-3,1%	-1,6	0,3%			

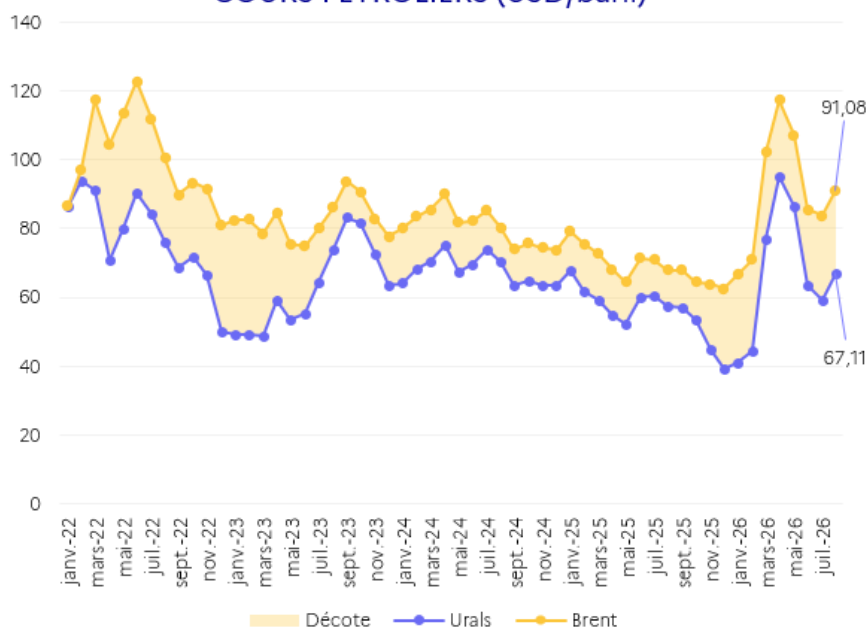
*En proportion sur l'année **dernière période disponible

GRAPHIQUES

TAUX DE CHANGE (échelle inversée)



COURS PETROLIERS (USD/baril)



Sources : Banque de Russie, EIA

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Les données statistiques figurant dans cette publication sont fournies à partir d'informations publiques, à but strictement informatif. Le Service économique ne saurait être tenu responsable de leur exactitude et fiabilité.

Responsable de la publication : daniel.gallissaires@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service économique régional de Moscou et contribution de l'Ambassade de France en Biélorussie

Pour s'abonner : Moscou@dgtresor.gouv.fr